



Traduit de l'allemand

Message prononcé le jeudi 24 octobre 2013 à l'occasion du 25e anniversaire de l'Université des Aînés de langue française de Berne



ALEXANDRE SCHMIDT, CONSEILLER MUNICIPAL, DIRECTEUR DES FINANCES, DU PERSONNEL ET DE L'INFORMATIQUE

***Seule la version orale fait foi***

Madame la professeur Crogiez Labarthe  
Monsieur le professeur Bonhomme,  
Madame la présidente Meyer Schweizer  
Monsieur le vice-recteur Perrig,  
Monsieur le président Luder,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers amis de la langue française,

Notre pays comprend cinq cantons latins. Ils cohabitent avec 17 cantons germanophones. Trois cantons sont bilingues, les Grisons même trilingues.

Autrefois, il était de rigueur d'apprendre à l'école comme première langue étrangère une deuxième langue nationale. La Suisse latine s'y tient à l'unisson. Savez-vous dans combien des 17 cantons germanophones on apprend aujourd'hui comme première langue étrangère une deuxième langue nationale ?

Dans seulement 3 de ces 17 cantons : dans les deux Bâle et à Soleure. On apprend actuellement l'anglais comme première langue étrangère dans 14 des 17 cantons germanophones. Cette évolution est préoccupante pour la cohésion du pays.

Dans ce contexte, je porte mon entière attention à toutes les organisations qui, comme la vôtre, côtoient les différentes cultures de notre pays et contribuent à faire vivre le bilinguisme. Et voilà pourquoi il était naturel pour moi de répondre à l'invitation à votre cérémonie d'anniversaire.

Je suis très heureux de pouvoir vous parler aujourd'hui et remercie les organisatrices et organisateurs pour l'invitation.

Permettez-moi de saluer en particulier les deux coprésidents de l'Université des Aînés de langue française de Berne : Madame la professeur Michèle Crogiez Labarthe et Monsieur le pro-

fesseur Marc Bonhomme, appartenant tous deux à l'Institut de langue et de littérature françaises de l'Université de Berne. J'adresse également mes remerciements à M. le professeur Walter Perrig, vice-recteur de l'Université de Berne, à Madame la professeur Ruth Meyer Schweizer, présidente de Stiftung Senioren-Universität Bern et au président de la Fédération Suisse des Universités du 3e Age, Monsieur Peter Luder, de Bâle.

Aujourd'hui nous célébrons ensemble le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'Université des Aînés de langue française de Berne (UNAB). Au nom du Conseil municipal de la Ville de Berne, je vous présente toutes nos félicitations en l'honneur de cette fête. Pour une institution dont l'existence dépend toujours fortement de l'engagement de quelques personnes, 25 ans sont loin d'être une évidence. Aujourd'hui, nous pouvons d'autant plus nous réjouir de ce qui a été réalisé : l'UNAB fait partie intégrante du paysage éducatif bernois. Elle offre à ses quelque 280 membres – vous tous – un programme attrayant avec près de 30 manifestations par an. Cette offre est très appréciée par une assistance fidèle : les conférences réunissent en moyenne un peu plus de 100 participantes et participants. Cela rend tout politicien jaloux, car nous apparaissions souvent à des manifestations moins fréquentées. Cette forte affluence témoigne de la nécessité de disposer d'une université des aînés de langue française dans le canton bilingue de Berne.

Pour la ville de Berne, l'importance de la communauté francophone et de la langue française est due à la fois à des raisons historiques ainsi que géographiques et aussi politiques.

- historiques car la Ville État de Berne est tournée vers l'ouest depuis toujours
- géographiques avec sa situation à l'ouest de la Suisse
- et politiques. Les députés des cantons romands ont joué un rôle décisif dans le choix de Berne comme Ville fédérale. Nous ne l'oublions pas. Aujourd'hui, la ville de Berne joue un rôle important dans la Région capitale suisse – *Hauptstadtregion* –, qui regroupe les cantons de Berne, Neuchâtel, Fribourg, Soleure et Valais, ainsi qu'un grand nombre de leurs communes.

Berne est le siège des autorités fédérales. Ces autorités sont sensibles au fait que, jusqu'il y a peu, les fonctionnaires fédéraux avaient l'obligation de résider à leur lieu de travail, ce qui a conduit de nombreuses générations de francophones et d'italophones à s'établir ici. Elles veulent donc faire tout le nécessaire pour maintenir, voire améliorer les conditions propices au bien-être de la communauté francophone. Elles connaissent les soucis de cette communauté, notamment la pérennité de l'Ecole française de Berne, de l'Ecole cantonale de langue française, et de la Nouvelle scène, le développement du bilinguisme – ou pour être plus réaliste le maintien du bilinguisme.

Dans ce contexte, l'UNAB me paraît être un symbole de ce qui caractérise la communauté francophone de Berne: elle revendique son appartenance à la langue française, mais est apparentée à sa consœur germanophone. Elle est impliquée dans cette institution bernoise qu'est l'Université, sans oublier cependant de s'ouvrir en faisant partie de la Fédération suisse des universités du 3e Age. Elle tient donc à son identité, qu'elle comprend non pas comme une raison de s'isoler, mais au contraire comme une nécessité de s'affirmer en étant consciente de ce qu'elle peut apporter à son entourage.

Je remarque d'ailleurs avec plaisir que ces organisations - que je connais d'ailleurs bien – sont toutes caractérisées par leur ouverture. Je pense notamment à l'Alliance française ou à Berne-Accueil. Attachées à la francophonie, elles sont ouvertes sur le monde, ouvertes sur d'autres cultures, ouvertes sur Berne.

Moi-même, je suis convaincu que, s'il faut absolument que les autorités locales soient encore mieux conscientes de la présence francophone à Berne et de ce que cela implique, il importe aussi que la communauté francophone fasse des efforts pour améliorer sa visibilité. Trop de francophones vivant ou travaillant à Berne ignorent l'existence d'une vie sociale et culturelle de langue française. Nous avons d'ailleurs mis sur pied un groupe de réflexion sur ce sujet.

En effet, le Conseil municipal doit agir en précurseur. Il doit s'investir dans les questions linguistiques et culturelles aussi à l'échelon national et ne pas se tourner seulement en direction de Zurich, mais aussi vers Lausanne ou Genève. Au niveau local, il faut un engagement politique en faveur des écoles et crèches de langue française. La possibilité évoquée depuis longtemps de passer la maturité en français sur le sol de la ville est souhaitable et constituerait pour les romands ainsi que les diplomates un élément clairement positif les incitant à vivre aussi chez nous. L'échange entre les écoles germanophones et les deux écoles francophones est actuellement insuffisant.

Et puis se pose aussi la question cruciale de l'exode des francophones lorsqu'ils arrivent à la retraite. En effet, quelques jeunes retraités quittent la capitale pour cette nouvelle étape de vie. Cela doit nous interpeller. Pourquoi les conditions cadres de Berne ne sont-elles pas suffisamment attractives pour les retraités francophones ?

Vous l'avez compris : la diversité des langues ne doit pas être vécue uniquement au Palais fédéral. Le bilinguisme, voire le plurilinguisme, doit être vivant.

Tous les jours on rencontre à Berne des éléments français : il y a les noms de quartiers en français (Monbijou, Beaumont, Villette, Lorraine), le restaurant Beaulieu et la terrasse du Bellevue, l'Eglise française ou le « merci » du dialecte bernois. C'est aussi pour cette raison que Berne a été élue ville fédérale. Parce que Berne joue un rôle essentiel de pont. Il convient d'entretenir ce rôle de pont. En tant que contribution non seulement à la cohésion entre nos habitantes et habitants, mais aussi pour le pays entier. Ayant vécu dans les deux régions linguistiques, je voudrais que nous jouions aussi cet atout. Vivons notre rôle de trait d'union !

Ou aurais-je dû dire : vivons notre rôle de trait d'union aussi longtemps que nous pouvons encore y prétendre? Je pense à la votation sur le Jura bernois.

Actuellement les cantons de Berne et du Jura se comportent comme deux paons. Ils font la roue et se présentent au Jura bernois sous leur meilleur jour. Jusqu'ici la discussion a porté sur l'enjeu démocratique, à savoir sur la manière de mener à terme une telle votation, et sur les aspects régionaux des raisons pour lesquelles le maintien respectivement le changement de canton serait avantageux pour la population du Jura bernois.

Nous verrons quelle sera l'issue de la votation. Cependant ce scrutin a une dimension nationale absolument significative qui est largement sous-estimée. Je veux dire que l'issue de la votation pourrait tout à fait avoir des répercussions plus importantes. Car sans le Jura bernois, le canton de Berne perdrait tôt ou tard sa volonté de canton bilingue et par là son rôle de trait d'union entre les cultures nationales, sans qu'une solution de remplacement de cette parenthèse ne soit disponible.

L'esprit fédérateur de solidarité et d'identité constitué habituellement par une langue, une culture ou une religion commune fait défaut à notre pays. En lieu et place, notre pays repose sur une volonté commune (*Willensnation*). La Suisse vit de cela, du fait que les minorités se sentent représentées et qu'elles trouvent une oreille attentive auprès des majorités. Toutefois, ceux qui se sont réunis contre l'adversité ne sont pas simplement unis pour toujours.

L'équilibre entre les régions linguistiques implique une lutte constante. Le fédéralisme qui permet les différences à l'échelon cantonal et communal est un remède miracle, qui offre le ciment indispensable. Notre pays a besoin d'ambassadeurs qui introduisent ce ciment dans le cadre de la formation de l'opinion.

Sans le Jura bernois le « réflexe francophone » serait sous pression dans le canton de Berne. Le français pourrait peut-être même, un jour, perdre sa qualité de langue officielle. Ainsi la volonté bernoise de servir de trait d'union entre les cultures serait en danger. Quelles seraient les conséquences pour le pays entier ? Car qui désormais se verrait encore légitimé à œuvrer comme ciment entre les frontières linguistiques ?

La diversité du canton de Berne avec son bilinguisme constitue une force pour le pays entier. Vous y contribuez activement. Je vous en remercie vivement.

Ce 25<sup>e</sup> anniversaire est un peu spécial pour moi pour deux raisons :

- Il me donne l'occasion de m'exprimer en français.
- Il me donne l'occasion de m'exprimer sur un sujet qui me tient à cœur. L'évolution du français à Berne doit nous interpeller. Il en va toutefois de même de la situation financière, mon sujet de prédilection au gouvernement.

Les comptes de l'exercice 2012 de la ville de Berne se sont soldés pour la première fois depuis douze ans non pas par un excédent, mais par un déficit de 8,2 millions de francs. Au Conseil municipal, nous avons adopté le budget 2014 avec un résultat équilibré. Le Conseil de ville, notre parlement, en a malheureusement fait un budget déficitaire. Et les perspectives pour l'année suivante ne sont guère meilleures.

La véritable raison de l'enjeu financier de la ville de Berne est banale. Il réside dans l'élargissement du fossé entre les recettes et les dépenses. Entre 2003 et 2010, les recettes et les dépenses ont augmenté au même rythme. Mais depuis 2010 les recettes de la ville de Berne stagnent. Par contre, les dépenses ont constamment continué de croître.

En dépit de ces évolutions, la ville de Berne est en meilleure posture que bien des communes de l'agglomération. Les impôts n'ont jusqu'ici pas dû être augmentés et l'offre pour les citoyennes et citoyens n'a pas subi de coupe sombre. Je ferai de mon mieux pour que cela reste ainsi.

Mesdames et Messieurs les amis de la langue française,

Pour conclure, j'aimerais vous rappeler que je suis sensible à la particularité de la situation des francophones à Berne et vous pouvez compter sur moi pour sensibiliser notamment mes collègues du Conseil municipal – si besoin est – aux problèmes qui vous concernent et dont j'aurais eu connaissance grâce à vous.

Je vis moi-même tous les jours dans deux cultures. Je veux que cela persiste. J'ai éprouvé une immense joie à pouvoir enfin m'exprimer à nouveau en français.

Je souhaite à l'Université des Aînés de langue française de Berne plein succès aussi à l'avenir, des conférences attrayantes, une direction engagée. Et surtout, je souhaite à votre institution toujours une assistance fidèle qui reconnaît et estime la valeur de l'UNAB pour la communauté francophone de l'agglomération.

Alexandre Schmidt